

Ecrit par le 3 avril 2025

Patrick Martin : le président du Medef ne veut plus que l'on joue avec l'économie



Dans un entretien exclusif accordé à l'association ResoHebdoEco, qui regroupe 26 titres de presse économique régionaux dont l'Echo du mardi, Patrick Martin, le président du Medef se dit préoccupé par le fossé grandissant entre le débat politique et les réalités économiques dans notre pays. Un constat sans concession à l'heure où le gouvernement tente de donner un budget à la France mais surtout davantage de stabilité.

Vous avez, dites-vous, une double lecture de l'année qui vient de s'écouler. Qu'elle est telle ?

« Une première plutôt positive. L'objectif de croissance défini par le gouvernement (1%) est atteint et nous situe plutôt en tête du peloton européen. Dans le même temps, le marché de l'emploi a tenu si nous résonnons sur l'année. Mais nous avons aussi vu, au fil des mois, plusieurs indicateurs se dégrader. Nous avons un énorme 'warning' sur l'investissement des entreprises (-3,5%). Rien que pour tenir la cadence

Ecrit par le 3 avril 2025

de neutralité carbone à l'horizon 2050, il devrait s'élever à 40 milliards d'euros de plus chaque année. Pour cela, l'investissement global devrait progresser de plus de 10% or ce n'est pas le cas. Et l'origine n'est pas le financement -les banques françaises ont augmenté leur crédit aux entreprises en valeur absolue- mais le manque de confiance dans l'avenir. La dissolution a été un coup de tonnerre pour tout le monde, les dirigeants en particulier. Nous aimons le risque, mais pas l'incertitude. Il est très clair que, compte-tenu de la confusion qui règne dans le paysage politique, beaucoup d'entre nous ont suspendu investissements et recrutement, ce qui pèse sur la croissance. Dès le mois d'août, j'ai alerté sur la situation en annonçant une récession au quatrième trimestre et une détérioration de l'emploi. Il faut urgemment que les politiques prennent conscience de la situation économique qui devient de plus en plus inquiétante ».

« Nous aimons le risque, mais pas l'incertitude. »

Et génère la dégradation conjoncturelle actuelle ?

« Il y a une dégradation conjoncturelle générale qui s'est confirmée au fil des mois, particulièrement pour les filières construction, automobile, industrie, et leurs métiers périphériques. Sous l'effet direct de décisions politiques inappropriées, tant au niveau de la France que de l'Europe (excès de réglementation, suppression ou non des moteurs thermiques...), nous avons '*sagouiné*' ces secteurs. Seuls 250 000 logements ont été mis en chantier comme... en 1953 où l'on comptait 25 millions d'habitants en moins. De façon moindre, le bloc énorme de la consommation courante a souffert. L'effet facial lié à l'inflation a masqué la baisse des volumes car les chiffres d'affaires progressaient. Et maintenant que nous n'avons plus le cache-misère de l'inflation, nous voyons que la consommation courante, y compris alimentaire, n'a pas redémarré. Par ailleurs, des secteurs comme le digital ou l'ingénierie qui enregistraient une bonne progression en 2024, affichent désormais un ralentissement assez marqué.

Ecrit par le 3 avril 2025



Le président du Medef en visite chez le C reuset. Crédit : Medef

« Compte-tenu de la confusion qui règne dans le paysage politique, beaucoup d'entre nous ont suspendu investissements et recrutement. »

Quant à l'augmentation des défaillances (plus de 67 000 en 2024 soit un niveau supérieur à 2009 et à 2010-2012) ce qui est plus préoccupant, c'est de voir apparaître l'industrie (sous-traitance automobile notamment) et le bâtiment (25% des dossiers) parmi les filières concernées et surtout une taille d'entreprise plus importante (les effectifs touchés ont progressé de 25%).

Nous étions sur une bonne dynamique depuis cinq ans : la France était le pays le plus attractif d'Europe en matière d'investissements directs étrangers, d'implantations ou d'extensions d'usines et le pays a été en mesure de créer 2,5 millions d'emplois malgré la covid et le choc énergétique lié à la guerre en Ukraine. Les entreprises françaises étaient parvenues à réduire significativement le taux de chômage. Elles s'étaient également rapprochées de la moyenne européenne en matière de fiscalité. Clairement cette dynamique s'est interrompue. »

Ecrit par le 3 avril 2025

Mais là n'est pas votre seul motif d'inquiétude...

« Nous sommes effectivement très inquiets sur l'état des finances publiques et les 1 000 milliards d'accroissement de la dette sur les quatre dernières années dont 50 % s'expliquent par le déficit des retraites. La stabilité gouvernementale et sociale a un prix, mais il ne faut pas qu'il soit excessif or ce qui se dessine dans le cadre des projets de loi de finances est plus que préoccupant. Les entreprises vont supporter l'essentiel de l'effort. Soyons clairs : ce n'est pas l'effort en lui-même qui nous pose problème, mais sa charge (13 milliards d'euros de plus, via la surtaxe de l'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises, le taux sur les bénéfices qui va monter à 35 %...). Nous sommes préoccupés par le fossé grandissant entre le débat politique et les réalités économiques.

Nous avons par ailleurs déjà augmenté la contribution des entreprises de 0,15 à 0,25% de la masse salariale cette année pour faire face aux engagements de l'AGS (*NDRL régime des garanties de salaires, qui prend en charge la rémunération des salariés dans les entreprises en procédures collectives*). C'est le régime le plus favorable d'Europe. Nous assumons nos responsabilités. »

Patrick Martin en bref

-Président du Medef depuis juillet 2023

-Préside, depuis 1994, aux destinées du groupe familial [Martin-Belaysoud](#), créé en 1829 et spécialisé dans la distribution de produits et services pour l'industrie et le bâtiment (3 200 salariés, 1,2 Md€ de chiffre d'affaires. Bourg-en-Bresse. Ain).

Quid de la réouverture du dossier retraites ?

« Elle nous inquiète. Nous ne sommes pas indifférents au mauvais accueil réservé à la précédente réforme, mais cela n'enlève rien au fait qu'elle était déjà insuffisante pour équilibrer nos régimes de retraite. La remettre à plat, c'est recréer de la perturbation, s'exposer au risque ultime qu'elle soit vidée de sa substance et partir en *terra incognita*. Nos régimes sociaux sont à bout de souffle et ne se financent plus. Donc soit démocratiquement nous convenons que nous allons dégrader les prestations sociales, soit nous nous donnons les moyens de les maintenir dans la durée, ce qui impose de rééquilibrer financièrement ces régimes.

« Remettre à plat la réforme des retraites, c'est recréer de la perturbation, s'exposer au risque ultime qu'elle soit vidée de sa substance et partir en *terra incognita*. »

Nous sommes sous surveillance de l'Europe et des marchés financiers. La dette publique française est détenue à 54 % par des investisseurs étrangers qui peuvent partir du jour au lendemain. Les mépriser, c'est jouer avec le feu. La retraite, c'est un déterminant. Le risque d'un 'collaps' (*effondrement*) financier n'est pas nul. Nous allons probablement nous prêter au conclave, mais nous serons très alarmistes sur l'impératif d'équilibrer durablement ces régimes qui ont un impact sur le taux d'emploi et la croissance dans le pays. Il faut tout faire pour éviter un scénario à la grecque avec des baisses de 30% pour les retraites ou de 20% pour les salaires. Or les choix politiques courageux sont quasiment impossibles à prendre dans le contexte politique actuel. C'est notre grande inquiétude. »

Ecrit par le 3 avril 2025



Patrick Martin (2e en partant de la gauche) en visite dans l'entreprise Givaudan en novembre dernier. Crédit : Medef

Niveau international, il semblerait que nous rentrions aussi dans une grande période d'incertitude ?

« À travers le budget présenté en France, nous allons complètement à contresens de ce que font quasiment tous les autres pays alors que l'Europe est en train de décrocher par rapport aux États-Unis et même la Chine. Plutôt que de prendre des mesures d'économie structurelle de dépenses publiques, le gouvernement va altérer les performances des entreprises et l'attractivité de la France. Nous ne sommes pas dans un monde fini et stable, mais compétitif. Les entreprises étrangères emploient 2,5 millions de salariés dans l'Hexagone et, globalement, 20% des salariés français travaillent directement ou indirectement pour l'exportation. Cela aurait donc des effets très lourds si le commerce international se dégradait, notamment via l'établissement de barrières douanières. Mais ce qui se passe aujourd'hui aux États-Unis n'est que l'amplification de ce qui se passait déjà sous le mandat de Joe Biden et lors du premier mandat de Donald Trump. »

Ecrit par le 3 avril 2025

« Nous demeurons favorables aux traités commerciaux et au libre-échange, mais équitable. Se priver, par principe, des opportunités qu'ils présentent, c'est se priver de croissance et d'emploi. »

Avec un effet d'aspiration de l'économie américaine ?

« Fin 2023, il y avait 110 milliards d'euros d'épargne française investis simplement en bons du trésor américain. Aujourd'hui, ce sont 330 milliards d'euros. Et là, il s'agit de l'épargne des Français ! Les dirigeants aussi investissent prioritairement outre Atlantique car la rentabilité est meilleure, l'énergie deux à trois fois moins cher, la fiscalité plus attractive et le marché en pleine croissance. Mais nous n'allons pas nous regarder 'crever'. Pour nous remuscler, nous voulons que ces données factuelles de compétition économique internationale soient prises en compte par nos décideurs publics. »

Comment ?

« Je suis raisonnablement optimiste s'agissant de l'Europe car, paradoxalement, l'élection de Donald Trump peut nous aider. Désormais, nous n'avons pas d'autre choix que de prendre des décisions. Il faut aller dans le sens de la simplification, parce que l'Europe est une machine à produire des normes. Nous attendons beaucoup de la loi dite 'omnibus' qui vise à réduire les charges administratives et réglementaires pesant sur les entreprises européennes. Il y a une diplomatie économique très active de la part des patronats européens auprès de la Commission et du Parlement. Et cela donne des résultats car nous sommes totalement alignés sur la stratégie de compétitivité que se doit d'avoir l'UE. Nous rêvons que les mêmes causes produisent les mêmes effets en France. Il faut notamment tirer parti de l'épargne massive pour qu'elle serve avant tout à investir dans nos entreprises, encore faut-il que nous soyons compétitifs et rentables. »

« L'élection de Donald Trump peut paradoxalement nous aider. Désormais, nous n'avons pas d'autre choix que de prendre des décisions. »

L'accord sur le Mercosur a pourtant tendu la perception que nous avons sur l'intérêt d'un libre-échange 'déréglementé' ?

« Nous demeurons favorables aux traités commerciaux et au libre-échange, mais équitable. Pour le Mercosur, il faut probablement revisiter un certain nombre de clauses miroirs pour vérifier qu'il n'y aura pas de concurrence déloyale et que nos standards environnementaux seront respectés. Mais se priver, par principe, des opportunités qu'il présente, c'est se priver de croissance et d'emploi. Si l'Amérique du Nord se ferme pour partie, si la Chine aussi et que nous nous interdisions d'aller commercer avec des zones dynamiques comme l'Amérique latine, où allons-nous trouver notre business ? La France a un déficit commercial chronique et il faut y remédier. Oui, il faut des accords de libre-échange équilibrés. C'est valable pour le Mercosur, comme pour le CETA avec le Canada qui est ultra favorable à l'économie française. Ces sujets sont devenus complètement passionnels et instrumentalisés politiquement. Au final, nous finissons par perdre de vue l'intérêt collectif. »

Ecrit par le 3 avril 2025



Patrick Martin

Qu'espérez-vous pour les entreprises françaises en 2025 ?

« Prioritairement : la simplification d'autant que c'est politiquement assez indolore. Il a été chiffré par l'OCDE que la sur-règlementation en France, c'est-à-dire des normes qui ne servent à rien à part créer des contraintes supplémentaires, coûte 2% du PIB soit 60 milliards d'euros ! L'énergie est aussi un autre sujet essentiel avec, au premier chef, le prix de l'électricité. Il y a des avancées, notamment dans les négociations avec EDF, et nous sommes relativement confiants. Mais un industriel ne décide pas de ses investissements du jour au lendemain. Il faut donc clarifier ce sujet, en veillant à aller dans le sens d'une meilleure compétitivité.

Enfin, il faut remettre à plat tout le financement de la protection sociale et renvoyer à la fiscalité une partie de ces charges sociales qui pèse trop sur les entreprises et sur les salariés. Il faut redonner de l'oxygène aux dirigeants pour investir et redonner des marges de manœuvre pour revaloriser les salaires nets. Il faut trouver une solution alors que la situation politique ne réunit pas les conditions de décision aussi structurelles qu'indispensables. »

Réalisé par Hélène Vermare (Groupe Ecomedia) et Laurent Garcia (Echo du Mardi)

Le Medef en chiffres

Descendant de la Confédération générale de la production française (CGPF) fondée en 1919, [le Medef](#) (Mouvement des entreprises de France) regroupe plus de 200 000 entreprises, soit 70% du patronat français.

« Le Medef est parfois perçu comme le représentant des seules grandes entreprises du CAC 40, mais il l'est bien de toutes. Pour preuve, l'effectif moyen de nos adhérents s'élève à 47 salariés », explique

Ecrit par le 3 avril 2025

[Patrick Martin](#) qui constate actuellement une montée en puissance du militantisme patronal. « En cinq ans, une vingtaine de fédérations de branches ont rejoint le Medef et nous disposons de 119 Medef départementaux et régionaux y compris en Outre-Mer. Nous sommes ainsi en prise directe avec les entreprises de nos territoires et disposons d'une vision de la situation économique et sociale en temps réel. »



Roland Paul, nouveau président du Medef de Vaucluse (au centre) avec Patrick Martin (à droite) et Jean-Louis Maurizi, président du Medef Sud (à gauche) complète les propos de son président national en évoquant la situation dans le département. L'occasion également pour lui de dresser les grandes lignes de son action dans les mois à venir.

Alors que le Medef s'inquiète d'une dégradation de la compétitivité des entreprises françaises, qu'elle est la situation en Vaucluse ?

« La situation en Vaucluse se tend. En 2024, il y a eu 712 ouvertures de procédures collectives dont 365 concernent directement des liquidations judiciaires. Ces procédures concernent 1205 salariés. Les secteurs les plus touchés sont la construction, le commerce et la restauration. La situation politique nationale ne crée pas un contexte favorable pour nos entreprises qui gèlent les investissements et les éventuelles embauches. »

Ecrit par le 3 avril 2025

Vous êtes désormais à la tête du Medef 84 depuis quelques mois, quels sont les grands dossiers locaux que vous souhaitez impulser cette année ?

« Nous souhaitons mettre le Vaucluse au centre de nos actions, travailler sur ce qui peut favoriser le développement économique et faire s'installer des entreprises. Pour cela, nous devons plus que jamais connaître les disponibilités foncières du département, les recenser et pouvoir aiguiller ces entreprises. Il est nécessaire de renforcer le dialogue avec les élus locaux, notamment dans un contexte de foncier rendu toujours plus rare, notamment du fait de la loi ZAN. Nous devons également travailler de concert avec le conseil départemental sur le volet insertion afin que les bénéficiaires du RSA retrouvent une activité. »

Au-delà de 2025, quel est le cap que voulez donner au patronat vauclusien pour ces prochaines années ?

« Le patronat vauclusien a souffert de divisions durant des années et la nouvelle génération d'entrepreneurs ne s'est pas toujours identifiée dans les organisations patronales. Il est aujourd'hui nécessaire de les convaincre de s'engager ; pour cela il faut des institutions fortes, des sujets innovants. C'est dans cette optique que nous allons créer le COMEX 40, destiné aux dirigeants de moins de 45 ans. Il s'agit de constituer un laboratoire d'idées au service de toute la communauté des entrepreneurs, faire émerger une nouvelle génération de dirigeants engagés au service de l'action collective.

Enfin, il faut casser les barrières entre le secteur de public et celui du privé, les entreprises et les élus locaux doivent se parler et travailler ensemble afin d'avoir plus de poids. Il est nécessaire que les entreprises soient mieux associées aux décisions politiques. Le Medef Vaucluse est une organisation interprofessionnelle qui doit jouer ce rôle de médiateur auprès des pouvoirs publics. C'est en jouant collectif que le Vaucluse pourra peser plus dans notre région. »

Medef Vaucluse : le patron de GSE pour un nouveau départ

Ecrit par le 3 avril 2025



Roland Paul, président de **GSE**, est le nouveau président du **Medef Vaucluse**. Elu pour un mandat de 3 ans, il succède à **Jean-Louis Maurizi**, président du **Medef Sud**, qui assurait l'intérim depuis juin dernier. Si l'élection du patron avignonnais d'une des plus belles entreprises du département lors de l'assemblée générale du mouvement qui vient de se tenir à **la Collection Lambert** n'est pas une surprise, elle devrait cependant mettre un terme à la reprise en main par les instances nationales de la gouvernance locale du Mouvement des entreprises de France en Vaucluse.

Juste avant l'été [le syndicat patronal avait dépêché plusieurs de ses dirigeants nationaux et régionaux](#) pour venir mettre de l'ordre au sein du Medef 84. A cette occasion, c'est Bruno Arcadipane, premier vice-président du Medef national en charge des adhérents, qui avait endossé le rôle du 'nettoyeur'. « Cela s'est bien passé. On a tourné la page de façon propre », précisait-il alors.

Celui qui est aussi [président d'Action Logement](#) nous avait également expliqué que lorsque [Patrick Martin](#), le nouveau président national du Medef élu en juillet 2023 « avait fait le tour d'horizon des territoires où il y avait des problèmes à régler, le Vaucluse était apparu en haut de la pile des priorités. Il

Ecrit par le 3 avril 2025

était, de ce fait, indispensable de recréer une dynamique. Ce territoire, avec la qualité des entreprises et son tissu économique qui le composent, le mérite. Il est donc important que le Medef retrouve sa place. » Un nouveau départ qui a pris la forme de la création d'une nouvelle association, la mise en place de 12 administrateurs, d'un conseil d'administration enrichi au fil des semaines ainsi que la récupération des divers mandats patronaux comme l'Urssaf, la CPAM, la Caf, les prud'hommes... « Désormais, nous allons veiller à ce que le Medef Vaucluse respecte bien les statuts et l'éthique du national », avait ensuite fermement annoncé Bruno Arcadipane.

[Patronat : le Medef Vaucluse tourne la page de l'UP-Medef 84](#)

Un signe déjà ? C'était dans [les locaux 'modèles' du siège social de GSE](#) dans la zone d'activité de l'aéroport de la cité des papes que s'était tenu cette première AG ayant débouchée sur la désignation de Jean-Louis Maurizi.

Près de 6 mois plus tard, c'est donc le président de GSE qui a pris en main les destinées du Medef 84. Pour l'occasion, le nouveau patron des patrons vauclusiens a même été adoubé par Patrick Martin. Le président du Medef national est ainsi venu en personne visiter le siège de GSE, puis l'entreprise [Naturex](#), leader mondial des ingrédients naturels issus des plantes basé dans la zone d'Agroparc à Avignon, avant d'assister à l'AG du Medef 84 et l'élection de son nouveau président local.

« Je suis très heureux que l'on assiste à une renaissance du Medef Vaucluse. »

Patrick Martin, président du Medef

« Je suis très heureux que l'on assiste à une renaissance du Medef Vaucluse, se réjouit d'ailleurs Patrick Martin. Nous sommes convaincus que le Vaucluse et ses entreprises ont besoin d'un Medef départemental puissant et dynamique. Je suis absolument ravi que Roland Paul se soit présenté, qu'il ait été élu, parce qu'il fait partie des chefs d'entreprise les plus emblématiques de ce département, et également au niveau national. C'est de très bon augure pour l'avenir de ce Medef. »

Ecrit par le 3 avril 2025



Avant de participer à l'AG du Medef Vaucluse, Roland Paul a fait découvrir le siège de la société GSE au président national ainsi qu'aux principaux acteurs économiques du territoire. ©LG/L'Echo duMardi

« Ce que l'on pouvait reprocher à l'ancienne structure, c'est qu'elle avait oublié ce qu'était le rôle du Medef, confie pour sa part Jean-Louis Maurizi. Elle gérait surtout les mandats, mais elle avait oublié que le principal rôle d'un Medef territorial, c'est d'être là pour les adhérents. C'est-à-dire d'aller d'abord à la rencontre des entreprises, leur dire pourquoi il était important qu'elles adhèrent afin de bénéficier des réseaux du Medef en matière de développement de la formation professionnelle ou de l'apprentissage par exemple. »

Et le président du Medef Sud d'insister : « il fallait reconstruire cette relation avec les adhérents. C'est pour cela que nous avons pris la décision de rebâtir à zéro ».

« Je n'étais pas dans ce monde, reconnaît en toute franchise Roland Paul, mais développer une entreprise, ça, je connais un petit peu. GSE a beaucoup été mis sous les projecteurs grâce au territoire, et que c'est aussi un principe de réciprocité que de venir donner de son temps pour aider à ce que le territoire se développe. »

Celui qui s'est toujours pleinement consacré à son entreprise et qui avoue avoir hésité à accepter cette présidence par crainte de ne pas avoir assez de temps pour s'occuper pleinement de ses nouvelles fonctions rappelle que nous vivons « une période qui n'est pas des plus simples actuellement. Où il est plus facile de promettre de la sueur et des larmes que du succès. »

Écrit par le 3 avril 2025

« Prendre soin de la nature, prendre soin de l'humain, prendre soin du territoire. »

Pourtant, celui dont la devise pourrait être 'Prendre soin de la nature, prendre soin de l'humain, prendre soin du territoire' constate que pendant longtemps GSE a travaillé sur les territoires mais pas avec les territoires. « Aujourd'hui, plus ça va, plus on travaille avec les territoires. Et si on ne travaille pas avec les territoires, cela ne fonctionne pas. »

Ce fils d'un paysan du Ventoux a donc compris que quand on porte un projet, il faut que tous les acteurs de ce territoire soient alignés pour que ce projet se développe.



Roland Paul est élu pour un mandat de 3 ans à la présidence du Medef de Vaucluse. ©DP/L'Echo duMardi

« L'ambition que j'ai pour notre cher Vaucluse, c'est de faire en sorte que l'on se fédère tous autour du projet du territoire. Que l'on travaille tous ensemble, à la fois la Région, les chambres de commerce, le Medef bien sûr, mais aussi tous les acteurs économiques et les collectivités locales. »

Enfin évoquant les 'dissensions' qui peuvent survenir dans le monde patronal vauclusien, Roland Paul coupe court : « Ces petites guerres que je ne connais pas d'ailleurs, il ne faut plus qu'elles existent. Que l'on travaille ensemble pour développer, pour développer ensemble. Globalement, quand on travaille pour

Ecrit par le 3 avril 2025

créer de la valeur commune, tout le monde s'y met. Je n'ai aucun doute là-dessus. »

« Pour construire, il faut une stabilité. »

Patrick Martin, président du Medef

Lors de cette assemblée générale vauclusienne, Patrick Martin en a également profité pour évoquer la situation nationale des entreprises en France. « Nous constatons un panorama politique plutôt inquiétant parce qu'on ne voit pas une trajectoire très claire. Nous, entrepreneurs, ce qui nous importe, c'est de construire. Et pour construire, il faut avoir des perspectives, il faut avoir une stabilité. »

« En tant que partenaire social et premier mouvement représentatif des patrons, nous voulons contribuer à ce que le pays s'apaise d'abord », poursuit le président du Medef qui rappelle cependant que « c'est quand même bien nous qui créons la richesse. C'est nous qui créons l'emploi. C'est nous qui sommes à l'origine du pouvoir d'achat et que donc, il ne faut rien faire pour entraver la dynamique entrepreneuriale. »



Réunis à la Collection Lambert où ils ont été accueillis par son directeur, François Quintin, les adhérents du 'nouveau' Medef de Vaucluse ont élu leur nouveau président. ©LG/L'Echo duMardi

Pour Patrick Martin, qui représente 200 000 entreprises et 10 millions de salariés en France, l'élection

Ecrit par le 3 avril 2025

de Donald Trump aux Etats-Unis devrait engendrer un monde un peu plus compétitif chaque jour. Dans cette conjoncture, il déplore « un décrochage en termes de performances économiques, de performances sociales, de performances environnementales de l'Europe et de la France par rapport au reste du monde ».

« Nous appelons de nos vœux une prise de conscience collective pour éviter de prendre des mesures qui iraient à l'encontre de la dynamique économique et qui pourraient se traduire par des destructions d'emplois. Il commence déjà à y avoir des destructions d'emplois dans le secteur privé. Nous, nous avons plein de projets, nous avons plein d'ambitions. Il faut faire confiance aux entreprises, il faut leur laisser les moyens de se développer. »

« L'entreprise n'a jamais été aussi populaire en France. »

Conscient de la dégradation des finances publiques, le patron des patrons français ne veut pas que cela se fasse au détriment des entreprises. « Les entreprises françaises, les grandes, les moyennes, les petites, sont déjà les plus taxées au monde, insiste-t-il. Mais si l'argent n'est plus dans les poches des entreprises, il ne sera pas consacré à l'investissement, l'emploi, les hausses de salaires... »

« L'entreprise n'a jamais été aussi populaire en France. Et quoiqu'en disent certains commentateurs, de bonne ou de mauvaise foi, l'entreprise est considérée par nos concitoyens comme étant la hauteur de ses responsabilités en matière économique, en matière sociale, en matière environnementale de plus en plus, en matière sociétale. Donc, il est important que la voix de l'entreprise, qui quand même est à l'origine de la création de richesses, de la création d'emplois, soit mieux entendue dans le débat public et la décision publique. Mais franchement, si les entrepreneurs, dont toute leur diversité, étaient mieux considérés dans ce pays, j'affirme que le pays marcherait mieux. »

A la découverte de Roland Paul et de GSE

Président de GSE depuis 2019, Roland Paul était auparavant directeur général de la société vauclusienne fondée en 1976 par Jean-Pierre et Michel Hugues, deux frères architectes. En 2019, c'est la société de construction allemande [Goldbeck](#) qui reprend GSE.

Aujourd'hui, l'entreprise avignonnaise spécialiste de l'immobilier d'entreprise vient de réaliser un chiffre d'affaires annuel de 875,5M€, après avoir franchi [le cap du milliard d'euros de CA l'année précédente](#). Elle emploie 619 collaborateurs, dont 387 ingénieurs. GSE dispose de 12 agences en France, dont son siège de la cité des papes regroupant près de 200 salariés. Elle est aussi implantée dans 5 pays d'Europe.

Société à mission depuis juillet 2023, classée parmi [les entreprises les plus performantes en matière de RSE et développement durable](#), GSE est aussi particulièrement impliquée dans le bien-être de ses employés : 87% recommandent fortement leur entreprise. Depuis sa création, la société vauclusienne a construit 21 millions de m2 d'immobilier d'entreprise dont les usines [Juste bio à Carpentras](#) et [Charles & Alice à Monteux](#) ou bien encore [le siège de Claranor à Avignon](#) ou [la mûrserie de fruits exotiques de Westfalia à Graveson](#).

Ecrit par le 3 avril 2025

« On construit des usines un peu partout en France actuellement et pas qu'à Paris », se félicite le nouveau président du Medef 84.

BTP de Vaucluse : Jacques Brès vient de décéder à l'âge de 71 ans



Après avoir longuement lutté contre la maladie, Jacques Brès, inlassable entrepreneur, ancien président de la Fédération du BTP et de l'Union Patronale-Medef de Vaucluse, vient de décéder ce samedi 10 février. Ses obsèques auront lieu ce vendredi.

A peine diplômé de l'Ecole supérieure d'électronique de Bordeaux, le jeune Jacques Brès installe le 1er système d'échographie à Orsay dans l'Essonne. A 25 ans, il crée son entreprise Brès SA électricité à Venasque. Petit à, petit, il prend en parallèle des responsabilités dans les instances professionnelles, comme en 1998, quand il devient administrateur de la Fédération du BTP 84. L'année d'après, il se

Ecrit par le 3 avril 2025

retrouve président du GEIQ (Groupement des employeurs par l'insertion et la qualification) du bâtiment et des travaux publics, avec 150 emplois à la clé.

Son intérêt pour les autres, son implication dans le monde professionnel se poursuit en 2003 quand il arrive à la tête du Centre de formation BTP des apprentis « Florentin Mouret » à Avignon, le plus important de France, avec 1 500 élèves par an. 2007 le voit accéder à la présidence de la Fédération du BTP 84. En 2011, il est vice-président délégué de la CCI 84 et 2014 'patron des patrons' au Medef Vaucluse.

Prix Moniteur de la construction en 2010

Comme l'a déclaré le Colonel Michel Grange, président de la SMLH (Société des Membres de la Légion d'Honneur) quand il a accroché le ruban rouge à sa boutonnière en 2021, « Jacques Brès a consacré 45 de sa vie à ses activités professionnelles et ses mandats électifs totalement bénévoles. Sensibilisé à la responsabilité sociale de son entreprise, il était très attentif au bien-être de ses 35 salariés,. Il avait d'ailleurs obtenu en 2010 « Le Prix Moniteur de la construction ». Il avait lancé en 2008 avec la Préfecture, la Région Sud, le Département et Pôle-Emploi « La plateforme Emploi - Formation - Recrutement BTP » à destination des plus précaires, les jeunes, les femmes, les bénéficiaires du RSA, les demandeurs d'emploi et les séniors, pour qu'ils retrouvent leur dignité en se réinsérant dans la vie active ».

Impliqué dans le logement, l'emploi, l'aménagement du territoire, la protection de l'environnement, les économies d'énergie, il avait engagé la fédération du BTP dans un vaste programme de lutte contre le travail clandestin, la concurrence déloyale, les pratiques de dumping dangereuses pour la survie des entreprises. Un homme de caractère, droit, rigoureux qui ne jurait que par l'éthique et la loyauté.

Un engagement fort auprès des jeunes apprentis

Jacques Brès avait également signé un partenariat avec le 2e REG de Saint-Christol (Régiment étranger du génie) pour assurer la reconversion et le reclassement des personnels militaires après le démantèlement des missiles du Plateau d'Albion. Il s'était aussi engagé avec la fédération du BTP aux côtés de la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur pour parrainer de jeunes apprentis démunis et méritants.

Il n'a compté ni son temps, ni son énergie, ni ses forces pour aider les autres, les faire profiter de son expérience et de sa bienveillance. Il s'est battu jusqu'à son dernier souffle. Mais au bout d'années et d'années de lutte, la maladie a fini par l'emporter ce samedi 10 février au matin. Il avait 71 ans.

A son fils François-Xavier à qui il a transmis son entreprise, ses valeurs de respect des valeurs du travail et des salariés, à sa fille Charlotte avocate et à sa femme Sylvie, présidente du Conseil des Prud'hommes d'Avignon, la rédaction de l'Echo du Mardi, présente ses sincères condoléances.

Les obsèques devraient avoir lieu le vendredi 16 février à 15h à l'église de Méthamis.

Ecrit par le 3 avril 2025

Medef Vaucluse : pour une meilleure protection chômage des chefs d'entreprise



Jeudi 7 décembre prochain, [le Medef de Vaucluse](#) organise une matinale sur le thème de [la protection chômage des chefs d'entreprises](#) (voir les informations pratiques en fin d'article). Animée par [l'association GSC](#), en partenariat avec le cabinet avignonnais [Axio Avocat](#) et la société d'avocat avignonnaise Baroso & Tricarico, ce rendez-vous vise à évoquer la sécurisation de l'avenir des chefs d'entreprises. En effet, contrairement aux salariés, les entrepreneurs sont rarement couverts par Pôle emploi et les conséquences peuvent être importantes pour eux et leurs proches.

504 patrons vauclusiens au chômage

En 2022, 504 chefs d'entreprise vauclusiens ont ainsi perdu leur activité professionnelle. Un chiffre en hausse de 44% par rapport à l'année précédente alors que cette augmentation s'élève à 25,4% pour la moyenne régionale.

Ecrit par le 3 avril 2025

Actuellement au niveau national, près de 140 chefs d'entreprise perdent désormais leur emploi chaque jour. Ainsi, 25 296 chefs d'entreprises ont perdu leur emploi entre janvier et juin 2023, soit une hausse de 36,6% par rapport au semestre de l'année précédente.

« S'assurer, c'est aussi se permettre de reconstruire un projet sans engager ses biens personnels et sans impacter sa vie de famille. »

Face à cela, GSC propose donc des solutions de protection chômage des indépendants imaginées il y a 40 ans par les syndicats patronaux. « L'assurance volontaire qu'elle promeut permet aux entrepreneurs et mandataires sociaux de percevoir un revenu en cas de perte d'emploi », expliquent les organisateurs de cette matinale qui se déroulera à partir de 8h15 au Château Saint-Laurent à Morières-lès-Avignon.

« S'assurer, c'est aussi se permettre de reconstruire un projet sans engager ses biens personnels et sans impacter sa vie de famille », poursuivent les intervenants de GSC.

Le Medef à la RUE

Cette matinale fait suite à plusieurs autres opérations que le Medef 84 a proposé ces dernières semaines. Tout d'abord, l'organisation patronale vauclusienne est devenue partenaire [du dispositif RUE \(Rapprochement université/entreprise\)](#) dont le Medef-Sud est l'un des financeurs. Cet outil, qui découle de l'une des missions de [l'association Recherche et Avenir](#), permet de mettre en relation les entreprises avec les laboratoires de recherche et les plateformes technologiques universitaires ainsi que les grandes écoles afin de trouver des solutions dans les domaines scientifiques et techniques. RUE est le seul dispositif dont l'accompagnement est gratuit pour les entreprises car il subventionné par les acteurs de l'innovation en Région Sud où sont implantés 195 laboratoires regroupant 27 000 chercheurs.

Ecrit par le 3 avril 2025



Sensibilisation à la cybersécurité des adhérents du Medef 84 avec la gendarmerie de Vaucluse.

Cybersécurité avec la gendarmerie

Fin novembre, une quinzaine d'entreprises membres du Medef 84 ont aussi participé à une réunion de sensibilisation sur la cybersécurité. Une rencontre animée par l'officier prévention, le référent sûreté et un réserviste spécialiste cyber de la gendarmerie de Vaucluse. L'occasion pour ces derniers de présenter comment adopter des cyber-réflexes en expliquant comment faire face à divers types d'attaques, en utilisant les bons outils et en adoptant les comportements adéquats pour assurer la protection d'un site internet.

A la chasse aux stéréotypes professionnels

Enfin, jusqu'à la fin de l'année 2023, le Medef 84 participe à l'initiative 'clash tes stéréotypes' visant à déconstruire les préjugés que les élèves auraient du monde professionnel afin de rendre ces secteurs plus attractifs.

Ecrit par le 3 avril 2025



Les lycéens de l'Arc d'Orange en visite au centre de valorisation Alcyon à Bollène.

Dans ce cadre, 5 établissements scolaires vauclusiens vont visiter des entreprises locales et échanger avec les collaborateurs pour découvrir leurs métiers. Des rencontres qui ont déjà débuté avec le déplacement de lycéens de l'Arc d'Orange au centre de valorisation des déchets d'Alcyon à Bollène, ceux du lycée Philippe-de-Girard d'Avignon à la clinique du Lavarin à Avignon et des collégiens de la Salle-Saint-Charles de Cavaillon chez les transports Czimer à Cavaillon. Ces visites se poursuivront avec le collège Saint-Louis d'Orange au magasin Leroy Merlin d'Avignon et le lycée Ismaël-Dauphin de Cavaillon sur les sites Mc Cormick-Ducros à Monteux.

L.G.

« La protection chômage des chefs d'entreprises ». Jeudi 7 décembre. A partir de 8h15. Château Saint-Laurent. 1847, route de Noves. Morières-lès-Avignon.

Inscription obligatoire sur [ce lien](#)

Contact : www.upvaucluse.com - 04 90 88 08 41 - aurelie.lecaudey@upmedef84.fr

Ecrit par le 3 avril 2025

Un guide des bonnes pratiques pour la reprise de l'activité

En association avec l'[Afnor](#) (Association française de normalisation), le [Medef Paris](#) vient de publier un guide qui a pour objet d'accompagner les chefs d'entreprises (TPE/PME/associations) dans la reprise ou la continuité d'activité en période de pandémie.

Intitulé '[Pandémie : les clés de la reprise - Bonnes pratiques & management des risques pour l'entrepreneur et ses collaborateurs](#)', il recense des bonnes pratiques et des conseils de management des risques, tant pour les entrepreneurs que pour les salariés. Ce guide permet de s'interroger sur les meilleures conditions de protection contre les risques de propagation des infections. Bonnes pratiques, réflexes, habitudes et comportements, les entrepreneurs y trouveront des recommandations, sous forme de check-list, à mettre en œuvre pour rassurer collaborateurs et partenaires.

Un ensemble de recommandations

« Ce guide a donc pour objet, d'une part, d'inviter les chefs d'entreprises à préparer la reprise de leurs activités. Ils doivent en effet, protéger les actifs matériels et immatériels de la personne morale dont ils ont la responsabilité. D'autre part, les entrepreneurs doivent prendre toutes les mesures adéquates pour protéger leurs collaborateurs, leurs partenaires leurs clients et le public, expliquent [Charles Znaty](#) président du Medef Paris, [Patrick Miliotis](#), délégué général de la fondation d'entreprise MMA des 'Entrepreneurs du futur' et [Christian Mayeur](#), directeur développement innovation d'Afnor normalisation

Dans ce document, les entrepreneurs et leurs collaborateurs trouveront donc un ensemble de recommandations pour leur permettre de procéder, ensemble, à la revue et à l'évaluation des risques de propagation de virus en période de pandémie, afin de les éviter.

[Télécharger le guide ICI](#)

Pierre Gattaz : « Cette crise sanitaire et

Ecrit par le 3 avril 2025

économique est aussi un moment européen très fort »

Le big boss de [Business Europe](#), association patronale européenne dont il est le président depuis mai 2018, mise sur un patronat uni « pour résister aux agressions populistes et nationalistes ». Mais rien ne se fera sans un redémarrage franc et assumé de l'activité. L'ancien président du Medef évoque également concrètement les conséquences de cette crise sanitaire sur l'activité de son domaine de Sannes comprenant notamment 30 ha de vignes et 400 oliviers.

Pour vous, de l'excellence économique découle le progrès social. Et environnemental...

« On doit toujours avoir les trois 'P' en tête, Prospérité économique, 'People' (Ndlr : au sens des personnes) et Planète. Garantir la sécurité des salariés reste fondamental, non négociable, rien n'est possible sans cette priorité absolue, mais il faudra sans doute inventer et apprendre d'autres façons de travailler. Pas question non plus de se remettre à polluer sans réfléchir à d'autres modèles, il faut aller vers l'imagination, la créativité, en cela la période que nous vivons est intéressante. Une des leçons de cette grande crise, c'est que nous avons beaucoup délocalisé, à marche forcée, par un environnement fiscal et social compliqué en France, on ne relocalisera que si cet environnement se normalise par rapport aux autres pays, et il faut pousser dans ce sens-là. Il y a aujourd'hui toute une réflexion en cours sur les filières stratégiques à conserver en France ou en Europe, la production médicamenteuse notamment, c'est plutôt sain. Côté planète, c'est un combat lui-aussi fondamental, la crise sanitaire s'est déjà transformée en crise économique, il ne faudrait pas la transformer en crise environnementale... »

Selon vous, serons-nous assez responsables ?

« Je crois dans un confinement aux effets vertueux, avec un retour aux vraies valeurs, au vrai sens de la vie, de la mort, aux choses essentielles, à un bonheur que l'on sait relatif. Il pourrait en ressortir une forme de sagesse collective, chefs d'entreprises compris, et d'ailleurs le monde économique a bien réagi, on a senti de la mobilisation, de la solidarité, dans les initiatives qui se sont mises en place. »

“L'Europe devient encore plus importante, c'est en mutualisant nos moyens qu'on y arrivera.”

Et l'Europe, est-elle toujours aussi solidaire ?

« L'Europe a plutôt bien réagi face à la crise, dès le début la commission a été à la hauteur dans le vote de ses budgets pour ajouter de la liquidité dans les rouages économiques. La réactivité est là, il faut continuer, il faut aujourd'hui trois principes de base, ce que nous demandons via Business Europe : que

Ecrit par le 3 avril 2025

les entreprises aient du cash, que ce soit rapide et que ce soit simple. Il faut vraiment simplifier les procédures, aujourd'hui, des entreprises meurent du manque de cash. Il faut que les Etats-membres aident leurs entreprises, mais l'Europe aussi, elle qui n'y a pas accès directement, qui donne des directives, du financement via la BCE (Banque centrale européenne) ou le fonds d'investissement européen. Solidarité-responsabilité-action, c'est ce que nous poussons depuis deux mois. Solidarité entre petites et grandes entreprises, entre les Etats-membres, entre l'Europe et les Etats-membres, c'est l'union qui fait la force face à ce désastre, chaque pays, seul, ne peut rien. L'Europe devient encore plus importante, c'est en mutualisant nos moyens qu'on y arrivera. Avec une dose de responsabilité bien sûr par rapport à la santé des citoyens, des soignants, des salariés. Quant à l'action, il me semble que nous y sommes. »

Le rebond ?

« Il faut le préparer, dès aujourd'hui, toutes les entreprises ont bien compris l'importance de la gestion de crise pour compenser les pertes, par un confinement intelligent, pourquoi pas par des investissements quand c'est possible, les Chinois le font très bien en accélérant sur la 5G, via un plan massif de relance, il faut faire la même chose sur des filières stratégiques. Il faut profiter de cette crise mondiale pour améliorer l'Europe, mesurer nos faiblesses et nos atouts, et trouver les moyens d'accélérer les forces. Entre le nationalisme exacerbé d'un Trump et l'agressivité chinoise et son rêve d'hégémonie sans respecter les règles de la concurrence, il y a une vraie place pour l'Europe, pour reprendre son destin en main avec des stratégies industrielles et digitales fortes. Une sorte de renaissance... »

Propos recueillis par [Isabelle Auzias](#), [Tribune Côte d'Azur](#) pour [Réso Hebdo Eco](#)

[L'Echo du Mardi](#) est l'un des trois membres fondateurs du [Réso Hebdo Eco](#) avec le [groupe ECOMédia](#) et la [Tribune Côte d'Azur](#).